

et d'argent. Au nom de deux millions de morts et au nom de ceux qui survivent encore, nous demandons qu'on mette un terme à toute action qui prolonge le conflit et nous prions instamment l'humanité entière de songer d'abord et surtout à ceux qui ont un besoin immédiat de vivres, de logements et de soins médicaux.

• (3.40 p.m.)

C'est une lettre appuyée par la signature de milliers de Canadiens; elle est également signée par Mgr Philip J. Pocock, archevêque coadjuteur du diocèse catholique de Toronto, du très révérend H. H. Clark, primat de l'Église anglicane du Canada, du D^r Robert B. McClure, modérateur de l'Église unie du Canada, du très révérend D. H. Johnson, modérateur de l'Église presbytérienne du Canada et du rabbin W. G. Plaut, du temple Holy Blossom. Elle vient de Toronto et porte la date du 10 décembre. J'ai jugé utile de l'inclure dans mes quelques commentaires parce qu'à mon avis, elle porte vraiment sur le sujet même du débat d'aujourd'hui.

Herbert Gold écrit, dans le numéro de novembre de la revue *Harper*:

Le Biafra est un mauvais rêve pour ceux qui refusent de rêver.

«La faim est une arme légitime de guerre», déclare un des généraux nigériens, pendant que les hommes d'État du monde escomptent la fin avant d'avoir à prendre parti. C'est là une accusation tragique qu'il faut porter, mais c'est un peu ce qui se passe au Royaume-Uni. Ce pays se sent particulièrement responsable envers le Nigéria. Le parti travailliste a répudié, lors de son assemblée, les actes du gouvernement à cet égard. Le *Times* de Londres, dans un éditorial paru il y a un peu plus d'une semaine, soit le 18 novembre, déclare:

... si l'Angleterre limitait rigoureusement les livraisons d'armes, elle se trouverait en bien meilleure posture pour convoquer (comme le suggère Sir Alec Douglas-Home) les autres fournisseurs, notamment la Russie et la France, à une conférence sur la non-fourniture d'armes aux deux camps.

Cette occasion, comme tant d'autres, a été perdue et le gouvernement a agi de façon équivoque. Quels que soient leurs problèmes à Lagos, MM. Wilson et Stewart devraient se rendre compte que l'Angleterre occupe une position morale particulièrement vulnérable vis-à-vis du Biafra. Il est indispensable que non seulement ils limitent les fournitures, mais qu'ils reconsidèrent l'ensemble de leur politique à cet égard. Le moins qu'ils puissent faire pour le public britannique est un nouvel et sincère effort en vue d'un règlement politique.

A vrai dire, la politique de M. Stewart a été mauvaise à tous les stades. A plusieurs reprises, le faux espoir d'une «fin rapide» a persuadé le gouvernement de continuer à fournir des armes et des munitions, alors qu'il aurait dû jouer un rôle de conciliateur. Les deux antagonistes nigériens et le gouvernement britannique ont une terrible responsabilité dans cette guerre, comme la Russie dont le cynisme est total et impardonnable.

[M. Fairweather.]

De toutes les accusations celle-ci est la plus révélatrice, je pense—l'espoir d'une fin rapide, le monde se tenant à l'écart, incapable d'intervenir, les Nations Unies qualifiant le conflit de «question interne», après deux ans et demi et deux millions de morts. Il ne faut vraiment pas s'étonner que les jeunes se posent des questions et se méfient de certaines de nos institutions nationales et internationales si nous nous comportons ainsi.

Le numéro du 4 octobre du *New Yorker* contient une des déclarations les plus intéressantes sur toute la question par une certaine Renata Alder. A la question qu'elle avait posée à un jeune Biafrais: «Qui sont au juste les enfants qui meurent», il avait répondu très sérieusement qu'il s'agissait des enfants de villageois qui n'avaient pas la force de se rendre près du front pour acheter des vivres à prix moindre et de revenir au marché pour les vendre plus cher afin de réaliser un petit profit et de nourrir leurs familles. Il faut pouvoir tolérer une bonne dose de laideur cruellement comique de la souffrance humaine pour se soucier beaucoup de ces survivants qui ont la tête de personnages de Bertolt Brecht.

Les éditorialistes des journaux de l'Ouest, contrairement aux journalistes présents sur les lieux, qualifient souvent l'attitude du Biafra d'ambiguë, au point de vue moral; ils font comme si les années 1939 à 1945 n'existaient pas et comme si tuer et mourir se situaient à un seul niveau d'atrocité. Il est possible qu'un autre groupe ethnique soit décimé avant que le cerveau moderne ait déterminé dans quelle mesure on peut dire que les crimes les plus odieux sont la faute des victimes mêmes.

A vrai dire, je n'accuse pas le gouvernement. J'accuse nos représentants à tous, peu importe le pays. Ce que je reproche au gouvernement, c'est de n'avoir pas rempli un besoin manifeste, de n'avoir pas répondu à une demande qu'il a eu amplement le temps d'étudier.

Ce qui m'a troublé, c'est le caractère irréel d'une bonne partie de la discussion, l'abandon du leadership à l'échelle mondiale derrière des positions fixes et stéréotypées. Que serait-il arrivé si la *Joint Church Aid* avait passé son temps à discuter de qui c'était la faute, qui était à blâmer? A combien s'élevaient les victimes maintenant si la *Joint Church Aid* avait attendu le bon plaisir des Nations Unies ou avait sollicité de l'Organisation de l'unité africaine son admission dans les deux parties du Nigéria?

Je le répète, ce manque de réalisme est symptomatique de notre époque, et je crois très sincèrement qu'elle est à l'origine d'une grande partie de l'aliénation, pour employer un vilain mot, de tant de gens pour nos diri-